

A Molenbeek, les failles du clientélisme communautaire

BRUXELLES - *correspondance*

Depuis les attentats du 13 novembre à Paris, l'ancien bourgmestre (maire) de Molenbeek, le socialiste Philippe Moureaux, vit peut-être les semaines les plus pénibles de sa carrière. Cet ancien vice-président du PS et ex-vice-premier ministre, âgé de 76 ans, a dirigé cette commune bruxelloise à forte population d'origine marocaine de 1992 à 2012. Assez longtemps pour être accusé d'avoir fermé les yeux sur la radicalisation de certains de ses administrés, ce qui vaut à Molenbeek sa réputation désormais mondiale de «*repaire de djihadistes*».

Surtout que Philippe Moureaux connaît bien la famille Abdeslam, dont l'un des fils, Brahim, était le kamikaze qui s'est fait exploser boulevard Voltaire le 13 novembre, tandis que son frère Salah, toujours en cavale, aurait été l'un des organisateurs des tueries. Une famille d'origine marocaine que le bourgmestre avait – comme beaucoup d'autres – prise sous son aile, pour le meilleur et pour le pire. Depuis 1998, les parents Abdeslam et leurs cinq enfants vi-

vent dans un logement social en plein centre-ville, face à la Maison communale. Ils l'ont obtenu après que Brahim, alors adolescent, a mis le feu à la maison familiale.

En 2006, le bourgmestre a recruté à son cabinet Mohamed, troisième de la fratrie, le chargé de tâches de secrétariat et, parfois, de recevoir le public à sa permanence. Un an auparavant, Mohamed, alors âgé de 18 ans, avait été mis en cause dans une affaire de vol sur cadavre impliquant aussi plusieurs de ses collègues d'une compagnie d'ambulances, ce qui lui vaudra deux ans de prison avec sursis en 2010.

Faveurs «*paternalistes*»

«*Je n'ai pas personnellement conduit son entretien d'embauche et, de toute façon, à l'époque, il n'avait pas de casier judiciaire et n'était pas condamné*», objecte aujourd'hui M. Moureaux. Mohamed Abdeslam restera à son cabinet jusqu'au départ de l'édile, en 2012. Il sera muté par celle qui lui a succédé à la tête de la commune, Françoise Schepmans, membre du Mouvement réformateur (MR, droite libérale).

Mohamed, brièvement arrêté,

n'est pas mis en cause dans les attentats. Le soir du 13 novembre, il retapait un bar qu'il vient d'ouvrir à Liège. Ses frères, bien connus de la justice, ne se sont pas assagis comme lui. Début 2014, Brahim fait un esclandre au sein même de la Maison communale quand un élu lui explique que sa famille n'a plus droit à son logement social car elle dépasse les plafonds de revenu. Interpellé par la police pour menaces et destruction de biens, Brahim reconnaît les faits, mais «*le parquet classe sans suite, par manque de moyens d'enquête*», raconte au Monde cet élu qui souhaite rester anonyme.

Pour lui, les Abdeslam font partie de ces familles qui ont eu droit aux faveurs «*très paternalistes*» de l'ancien bourgmestre. Ils symbolisent cet état d'esprit hérité de l'époque Moureaux selon lequel «*on pouvait ici ne pas respecter les*

lois», assure-t-il.

«*Je ne cache pas que j'ai donné une impulsion personnelle pour nouer des contacts étroits avec la communauté musulmane*», explique M. Moureaux. S'exprimant volontiers dans les médias pour répliquer au «*déferlement de bêti-ses et de mensonges*» à son sujet, il reçoit en ce jour de fin novembre où on vient d'apprendre que Françoise Schepmans possédait, depuis juin, une liste de 85 résidents radicalisés, en lien avec la Syrie.

Abdelhamid Abaouid, l'organisateur présumé des attentats du 13 novembre, «*tout le monde savait que c'était un type ultradange-reux. Les autres ont basculé il y a très peu de temps dans la radicalisation*», relève M. Moureaux, qui critique les ratés du renseignement et déplore un règlement de comptes de la droite. De fait, les nationalistes flamands du parti

L'ex-bourgmestre de la commune belge est accusé d'avoir sous-estimé la radicalisation de certains jeunes

N-VA, aujourd'hui au gouvernement, ont fustigé l'échec de «*vingt ans d'islamo-socialisme*» à Molenbeek. Le ministre de l'intérieur, Jan Jambon, issu de ce parti, a appelé à «*nettoyer*» la ville, où ont aussi séjourné le tueur du musée juif, Mehdi Nemmouche, et l'assaillant du Thalys, Ayoub El-Khazzani.

Les propos sur M. Moureaux ne sont pas aussi virulents dans les autres grandes formations politiques. Mme Schepmans, qui est du même parti que le premier ministre, Charles Michel, et fut adjointe à Molenbeek lorsque M. Moureaux a dirigé la ville en coalition avec le MR, parle de «*responsabilité collective*». La zone est notoirement difficile, concentrant un grand nombre de problèmes sociaux (habitat dégradé, échec scolaire, chômage à près de 30 %). Le bourgmestre rappelle aussi le manque de moyens chronique de la police. Le trafic de drogue est dur à éradiquer, notamment autour de certaines stations de métro.

A Molenbeek, où on dénombre au moins une quarantaine de mosquées (dont la moitié n'a pas d'autorisation), quatre policiers seulement composent la «*cellule radicalisation*». «*Ils sont là pour récolter des informations dans des lieux considérés comme sensibles, mais on ne peut pas contrôler tout le monde*», dit encore Mme Schepmans.

Plus que ses choix politiques, elle critique le style de M. Moureaux, toujours «*persuadé d'être dans le bon*». D'autres décrivent sans hésiter un homme «*autoritaire*» voire «*stalinienn*», et ayant pu se laisser aveugler par son parti pris idéologique en faveur des immigrés. Une ex-responsable du PS, qui connaît bien la politique bruxelloise, qualifie l'ancien bourgmestre de «*marxiste au sens romantique du terme*». «*A un moment, il a vu dans la communauté arabo-musulmane de sa commune un lumpenproletariat. Ça relevait de la lutte des classes, il fallait les aider, les prendre dans son équipe*», fait-elle valoir. Et parmi ces gens, travailleurs sociaux, éducateurs, recrutés parfois «*sans beaucoup de discernement*», certains ont pu «*fermer les yeux*» sur des dérivés dont ils étaient les témoins.

«*C'est ma philosophie*»

«*Ceux qui avaient commis des délits, je ne parle pas de terrorisme, j'ai essayé de les remettre dans le droit chemin et de ne pas les rejeter. C'est ma philosophie*», revendique l'ancien maire. Le «*clientélisme*» à l'égard des Marocains que beaucoup lui reprochent, il n'est pas le seul à l'avoir pratiqué, insiste pour sa part Jean-Michel De Waele, professeur de science politique à Bruxelles. «*Le PS qui se pose en bouclier pour défendre la communauté maghrébine à Bruxelles, mais aussi le CDH [centristes] font campagne dans les mosquées*», ajoute cet expert. Il rappelle qu'en 2004, la Belgique a octroyé aux étrangers extracommunautaires le droit de voter aux élections communales, et que, depuis lors, «*c'est d'autant plus intéressant pour les partis de masse d'aller vers eux*». ■

MATTHIEU DEMEESTERE

Nouvelles arrestations et niveau d'alerte renforcé en Belgique

C'EST LA DEUXIÈME MENACE sérieuse d'attentat recensée en Belgique en quelques semaines. Lundi 28 décembre, après plusieurs interpellations en région bruxelloise, dans le Brabant flamand et à Liège, deux individus dont l'identité n'a pas été communiquée ont été placés sous mandat de dépôt et incarcérés. Les deux hommes sont suspects d'avoir participé à la préparation d'attaques terroristes planifiées à Bruxelles à l'occasion des festivités du Nouvel An. La Grand-Place de Bruxelles ainsi que le commissariat de police attenant faisaient partie des cibles potentielles. Le dossier serait distinct des attentats commis à Paris le 13 novembre, a indiqué le parquet de Bruxelles mais, selon une note de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) mentionnée par l'agence Belga, il existerait «*une menace possible et vraisemblable du même style que les attentats de Paris*».

Ces arrestations sont intervenues à la suite de diverses perquisitions organisées, dimanche 27 et lundi 28 décembre, à la demande d'un juge d'instruction du pôle antiterroriste de Bruxelles. Six personnes ont été interpellées, dont quatre ont été rapidement relâchées après avoir été entendues par les enquêteurs.

Club de motards les Kamikaze Riders

Selon le parquet de Bruxelles, les deux principaux suspects envisageaient «*de provoquer des attentats à l'explosif*» avant la fin de l'année 2015. Si les policiers n'ont retrouvé ni armes ni explosifs, ils ont en revanche saisi du matériel informatique, du matériel de propagande de l'organisation Etat islamique ainsi que des tenues d'entraînement de type militaire.

D'après le quotidien *La Dernière Heure*, il s'agirait de Mohammed Karay, 27 ans, et de

Said Souati, 30 ans, originaires d'Anderlecht, où ils étaient membres d'un club de motards, les Kamikaze Riders. Souati serait connu des services de police et serait un prédicateur salafite dont le nom était déjà apparu dans une procédure en 2013.

Cette menace terroriste ne devrait pas remettre en question les festivités du réveillon et notamment le feu d'artifice prévu pour l'occasion. Avant de prendre sa décision définitive, mercredi en fin de journée, Yvan Mayeur, le bourgmestre (maire) de Bruxelles, a néanmoins demandé un nouvel avis au ministre de l'intérieur. A la suite de ces interpellations, l'OCAM a pris la décision de relever jusqu'au 4 janvier 2016 le niveau d'alerte pour des cibles précises tels que les policiers et militaires en service dans l'agglomération bruxelloise. ■

CHRISTOPHE GARACH
(BRUXELLES, CORRESPONDANCE)